

## Des formations pour quels emplois ?

Jean François Giret, Alberto Lopez et José Rose

La Découverte-CEREQ, 2005

Cet ouvrage collectif propose une analyse des processus d'insertion sous deux angles, la correspondance formation-emploi et le déclassement à l'embauche. Il s'appuie sur les enquêtes d'insertion des générations 1992 et 1998 effectuées par le CEREQ. Il réunit vingt-deux contributions et trente-six auteurs, économistes, sociologues, chargés d'études au CEREQ, à la DEP ou à la DARES.

Les deux approches privilégiées prêtent à discussion, elles ne sont pas nouvelles et ont fait l'objet d'analyses scientifiques et empiriques. Mener une politique d'adéquation formation emploi a été récusée il y a trente ans pour sa faible opérationnalité. Bien des facteurs en limitent la portée : les logiques et les temporalités différenciées des mondes de l'école et du travail, les aléas et les concurrences sur les marchés du travail. Pourquoi, alors, revenir sur cette approche et lui donner ainsi une existence ? En effet, évaluer l'adéquation revient à supposer qu'elle est un objectif désirable et mesurable. Mesurable, elle peut l'être, si l'on définit clairement ce que l'on mesure. Il n'est pas sûr que tous les auteurs aient la même conception de cet objet qu'il nomme correspondance, concordance, corrélation ou liens, sans pour autant justifier leur choix ce qui souligne les ambiguïtés quant à la perception de ce concept. Le déclassement est tout aussi insaisissable et multiple. Tout comme l'adéquation, il a donné lieu à diverses définitions. P. Bourdieu entendait le déclassement dans son acception sociale et montrait que certains jeunes pouvaient mobiliser d'autres capitaux sociaux (connaissance des espaces professionnels et réseaux sociaux) pour opérer des stratégies de contournement. L'acception retenue ici, est plus étroite, il s'agit d'évaluer dans une perspective normative, si les jeunes accèdent à l'emploi visé par leur formation. Cherche-t-on sans le dire à apprécier la pertinence de la prolongation des études, source de controverses justement ? Bien des débats sous-jacents sont ainsi laissés dans l'ombre ou à l'appréciation du lecteur.

Quels sont les apports de l'ouvrage au regard de la masse d'informations et de recherches déjà produites ? Au-delà d'une redéfinition des termes et des concepts, il balaie tous les niveaux de formations et sort d'une analyse sectorielle ou refermée sur une population. Il prend en compte aussi bien les modes de scolarisation, les modes d'accès à l'emploi que les différents segments des marchés du travail et offre ainsi une mosaïque de situations et d'interprétations.

La première partie « Formations-emplois : jeux d'acteurs autour d'une mise en correspondance » propose un retour sur l'histoire des politiques de formation.

Parce qu'il aborde en premier lieu les politiques de formation et les évolutions du cadre institutionnel et professionnel de construction de l'offre, l'ouvrage pourrait laisser penser que l'adéquation est l'objectif des responsables scolaires. Participe-t-elle d'une évidence partagée, mais contredite par les processus d'insertion ? G. Bruçy revient sur la planification nationale des années soixante qui a montré ses limites et soulevé les premières interrogations sur l'adéquation formation-emploi. Puis, G. Ourliac rappelle que le plan régional de formation qui mobilise de nombreux acteurs institutionnels s'offre comme une seconde tentative d'adaptation de l'offre, mais montre la difficulté à instrumenter les relations formation-emploi. Enfin, sont abordées les positions critiques des organisations professionnelles, mais, souvent en décalage avec les pratiques plus opportunistes des entreprises.

La deuxième partie « Un constat d'inadéquation qui devient de plus en plus la pratique » fixe les grandes lignes des distorsions formation/emploi pour chaque niveau de formation du CAP jusqu'au

supérieur. Et de fait, moins de la moitié des jeunes entrent dans l'emploi sur des champs professionnels corrélés à leur formation. « Des emplois qui ne correspondent pas aux formations », par un retournement de la proposition « adéquationniste » ce troisième chapitre explore les facteurs d'embauche et montre la diversité des profils des jeunes recrutés sur des emplois apparemment semblables, sachant que chaque contexte organisationnel définit des contenus d'emploi, tout comme chaque contexte scolaire spécifie les contenus et les formes d'apprentissage. J. Vincens s'interroge sur les contours de l'adéquation, adéquation quantitative (statistique) et qualitative (plus individuelle et donc plus subjective), adéquation étroite ou plus large, il est finalement assez rare qu'un emploi corresponde étroitement à une formation. S'il n'y a pas adéquation qualitative, comment pourrait-il y avoir adéquation quantitative ? Les auteurs explorent ensuite quelques facettes de cette question : quel rôle joue la formation dans les embauches ? Qu'est-ce qui fait signal ? Comment se construit l'expérience ?

Trois méthodes d'analyse sont convoquées, statistique, normative ou subjective.

La méthode statistique est dominante dans cet ouvrage. Les enquêtes permettent comme le font, par exemple, T. Couppié, J.F. Giret et A. Lopez d'évaluer un « taux d'inadéquation » variable de 35 à 65% selon les niveaux de formation, les spécialités, les modes de formation. Mais, d'autres variables influent les modes d'insertion et de stabilisation dans l'emploi : l'expérience professionnelle (stage et alternance), l'âge, le sexe, l'origine sociale ou géographique, le mode d'accès à l'emploi (via les emplois aidés ou non), les secteurs d'activité. La pertinence de la mobilisation de ces variables n'est pas une découverte, l'intérêt ici est la mise en perspective de ces différents éléments à partir d'enquêtes récentes qui confirment la permanence des phénomènes.

La méthode normative part de l'idée que l'on se fait a priori d'une concordance entre formation et emploi et permet une interrogation sur les finalités affichées des formations face aux réalités de l'insertion. La concordance est plus évidente pour certains diplômes liés à des métiers (la coiffure, le transport) que pour d'autres dont les finalités sont plus floues et pour lesquels une concurrence forte profite aux plus diplômés.

La perspective subjective est moins travaillée dans cet ouvrage qui rassemble des quantitativistes. Quelques articles explorent les décalages entre les représentations que se font les jeunes de leurs diplômes et de leurs devenir et la réalité de leurs trajectoires professionnelles pendant les trois premières années de leur vie active. Celles-ci dépendent d'une conjoncture, des politiques de recrutement des entreprises et d'une division sociale et locale du travail dont la variabilité est difficile à réduire.

La correspondance formation-emploi est dans l'ensemble médiocre. Elle évolue en moyenne de 41 % à l'entrée dans la vie active à 43% cinq ans plus tard (p 90). Les caractéristiques des individus les distinguent dans toutes les configurations. La correspondance varie ainsi selon la génération, selon le niveau et selon la spécialité. De 54% pour le supérieur long industriel ou scientifique à 33% pour le niveau baccalauréat tertiaire. C'est au niveau CAP-BEP, niveau le plus sensible et le plus étudié dans cet ouvrage, que cette correspondance est la plus faible, plus faible encore pour une femme, lycéenne plutôt qu'apprentie, non diplômée (22%), pour ceux dont le père est étranger (28%), plus faible dans le bâtiment ou le tertiaire (44 et 43%), ou dans certaines spécialités industrielles. L. Bonnal et son équipe se demandent s'il reste des emplois pour ces jeunes de CAP et BEP quand ils sont concurrencés par les bacheliers pour les emplois peu qualifiés. Le chômage et la précarité caractérisent leurs trajectoires plus encore que la seule inadéquation. Les femmes sont perdantes dans toutes les configurations, elles sont cantonnées sur un marché tertiaire peu qualifié, cependant, elles tirent leur épingle du jeu dans les secteurs « féminins » éducation, santé et travail social.

Dans l'enseignement supérieur, la professionnalisation des formations ne protège pas du

déclassement et n'est pas toujours garante d'une meilleure adéquation, si ce n'est pour les formations industrielles à bac +2. Et, contre toute attente, A. Dupray et I. Recotillet démontrent l'efficacité des trajectoires complexes qui associent formation générale et professionnelle ; 20% des jeunes allient des réorientations au niveau bac, puis au niveau bac+2 qui favorisent une plus grande adéquation (jusqu'à 71%). Ces résultats contredisent bien des discours ambiants sur le gâchis économique et social des réorientations.

Enfin, M. Bruyère et P. Lemistre se demandent s'il a un rendement ou un avantage salarial de l'adéquation ? En effet, enregistrer ces taux d'adéquation ne prend sens que si l'on s'interroge sur le rendement de celle-ci. Mais, s'il existe, il est faible, un jeune sur vingt, tire un bénéfice salarial d'une plus forte corrélation entre sa formation et son emploi.

La dernière partie analyse le déclassement. « Des niveaux de qualifications qui ne correspondent pas aux diplômes ». Déclassement et sentiment de déclassement sont mesurés autant à partir de standards ou de normes plus ou moins instituées que des représentations et des attentes des jeunes eux-mêmes.

Les sept articles concluent au déclassement. 20% des jeunes s'estiment déclassés, mais, ce sont 30% d'entre eux qui peuvent être considérés, d'une manière ou d'une autre, comme déclassés. Le niveau de formation module ces résultats (10% des jeunes sortis d'une grande école, pour 45% des bacheliers professionnels sont déclassés), mais n'invalident pas la proposition. J.F. Giret explore l'approche subjective, selon lui, 30 % des jeunes se sentent déclassés, mais pour autant, ils admettent que leur diplôme est nécessaire pour l'emploi tenu sans qu'il soit toujours reconnu, ou à l'inverse ils estiment que leur niveau de compétences est reconnu, mais qu'un diplôme inférieur aurait été suffisant pour tenir leur emploi. La perception du déclassement n'est donc pas plus homogène que celle du lien formation-emploi.

Pour conclure J. Rose insiste sur la variété des modes d'appréhension de ces notions d'adéquation et de déclassement. L'adéquation ou son corollaire l'inadéquation peuvent être constatés, pris comme norme d'évaluation ou considérés comme un gâchis social (trop de formation) ou une opportunité (se saisir d'un emploi). Le déclassement, quant à lui, peut concerner le niveau scolaire ou social, peut être économique, subjectif ou objectif, individuel ou statistique, passager et lié au premier emploi ou durable. Caractéristiques des modes d'accès à l'emploi, ces phénomènes participent de la construction de trajectoires inachevées et dépendantes d'une pluralité de facteurs, comme d'une gestion de la main d'œuvre plus opportuniste que concertée. Cet ouvrage n'ouvre pas de nouvelles perspectives, mais actualise une réflexion engagée depuis vingt ans. Les trajectoires scolaires et professionnelles des jeunes sont souvent chaotiques. Bien des facteurs participent de leur organisation et la correspondance entre les formations et les emplois, notion assez floue concerne moins d'un jeune sur deux. Le déclassement est également une notion ambiguë, il peut être social (position par rapport à celles des générations antérieures), il peut être générationnel (position par rapport aux promotions antérieures), il peut être horizontal (position par rapport aux pairs) ; il peut être temporaire et participer des modes d'accès à l'emploi ou plus durable et renvoyer à la baisse de rendement des diplômes. Cet ouvrage n'ouvre pas de nouvelles perspectives, mais actualise une réflexion engagée depuis vingt ans sur le déroulement des trajectoires scolaires et professionnelles des jeunes, qui reste à l'heure actuelle lent et chaotique.

Catherine Agulhon  
CERLIS-PARIS 5